

# L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS:

## *Perspectives et solutions menées par les jeunes pour l'égalité des genres dans le monde*



## RÉSUMÉ

La pandémie de COVID-19 a eu un impact disproportionné sur les filles et les femmes, dans toutes leurs identités croisées, et a approfondi les inégalités de genre existantes dans le monde entier. La réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) des filles et des femmes marginalisées a été grandement affectée. Cette étude est l'une des premières du genre à mettre directement en exergue les expériences personnelles, les idées et les perspectives des adolescents et des jeunes sur l'impact lié au genre de la pandémie de COVID-19 sur la SDSR. Plus précisément, cette étude examine les effets de la pandémie sur l'accès aux services, aux informations et aux produits

liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire (LMIC), avec un regard particulier sur l'Inde, le Kenya et le Nigeria.

**Les avis et perspectives des adolescents et des jeunes sont souvent absents des bilans factuels mondiaux. Tout au long de chaque phase de cette étude, Women Deliver a consciemment comparé les idées et perspectives des adolescents et des jeunes avec la base de preuves mondiale en recueillant des histoires qualitatives auprès de jeunes activistes en Inde, au Kenya et au Nigeria.**

## APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

L'étude rassemble des faits, des données et des informations importantes provenant d'experts mondiaux et nationaux travaillant sur l'égalité des genres, la santé et les droits sexuels et reproductifs, la jeunesse et/ou la réponse et le relèvement face à la COVID-19, ainsi que des jeunes défenseur-e-s engagés dans le programme Jeunes leaders de Women Deliver et d'autres réseaux de jeunes dans les LMIC et au-delà. Ce rapport s'adresse aux défenseurs de l'égalité des genres et des droits sexuels et reproductifs, aux décideurs gouvernementaux et du secteur privé, aux partenaires de mise en œuvre et aux responsables politiques.

Cette étude a été réalisée à partir d'une combinaison d'analyse de données secondaires et de collecte de données qualitatives primaires. Plus précisément, une analyse documentaire de la littérature sur la santé et les droits sexuels et reproductifs et sur la pandémie de COVID-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire

a orienté le développement des outils de collecte de données. Par la suite, des entretiens ont été menés avec des informateurs clés travaillant à l'intersection des thématiques de l'égalité des genres, de la santé et des droits sexuels et reproductifs, et de la réponse et du relèvement face à la COVID-19. Des entretiens ainsi qu'une discussion de groupe ont également été menés avec des jeunes activistes d'Inde, du Kenya et du Nigeria. Enfin, un atelier de validation a été organisé avec ces jeunes activistes des LMIC afin de valider les résultats de l'étude et de générer des recommandations politiques.

Deux jeunes leaders de Women Deliver ont été profondément impliqués dans la co-crédation et la co-conception de l'étude, sans oublier également la co-animation de la discussion de groupe et de l'atelier de validation susmentionnés. Cela a permis un engagement significatif des jeunes et un leadership partagé tout au long de la recherche.





# RÉSULTATS CLÉS

L'étude a généré des résultats clés qui mettent en évidence les défis et les obstacles entravant l'accès à la SDSR. Au niveau structurel ou systémique, l'étude a exploré l'impact de la COVID-19 sur le secteur sanitaire, ainsi que les interventions et les politiques des gouvernements pour remédier aux effets néfastes de la pandémie sur la SDSR. Au niveau communautaire, l'étude a examiné les données et les preuves de l'impact de la pandémie sur les normes sociales et de genre, l'incidence de la violence basée sur

le genre (VBG) et autres pratiques néfastes, ainsi que la stigmatisation et la discrimination subies lors de l'accès aux services, à l'information et aux produits de SDSR. Au niveau individuel, l'étude a examiné comment la pandémie a modifié l'accès et la demande des individus aux services, aux informations et aux produits de SDSR.



*Sept résultats clés sont ressortis de cette étude, présentés ci-dessous.*

## LES RÉSULTATS CLÉS EN UN COUP D'OEIL

### 1. Les effets de ricochet liés à l'absence de priorité accordée à la SDSR ont été ressentis à l'échelle mondiale

Des défis multiples et interdépendants en matière de SDSR sont apparus pendant la période de COVID-19 en raison de l'absence de priorité accordée à la SDSR, avant et pendant la pandémie. Ces défis ont été constatés à l'échelle mondiale et se sont manifestés, par exemple, par la perturbation des services de contraception et d'avortement sans risque. Les jeunes activistes ont insisté sur le fait que la santé procréative était mise de côté et considérée comme non essentielle dans de nombreuses situations afin de prioriser les interventions liées à la pandémie.

### 2. Les centres de santé en manque de ressources ont été gravement frappés

Avant la pandémie, les centres de santé déjà en manque de ressources avaient du mal à maintenir et à assurer des services de santé sexuelle et reproductive (SSR). Pendant la pandémie, des fonds essentiels qui auraient pu être alloués à la santé des filles et des femmes ont été utilisés autrement. Les filles et les femmes de tous âges, et surtout les jeunes, ont eu du mal à accéder aux services, aux informations et aux produits essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive. Si des lacunes dans les politiques de santé et de droits sexuels et reproductifs existaient avant la pandémie, les observations des jeunes défenseur-e-s ont montré comment le manque d'investissement dans la SDSR et les incohérences entre les politiques et leur mise en œuvre se sont aggravés pendant la pandémie.

### 3. Des acteurs non étatiques sont intervenus pour combler ces manques

La pandémie a augmenté le niveau de dépendance des gouvernements envers les acteurs non étatiques. Ceux-ci ont joué un très grand rôle dans l'élimination des lacunes, existantes et nouvelles, et dans la prestation de services essentiels de santé sexuelle et reproductive pendant toute la période de la pandémie. Les jeunes activistes ont souligné que les organisations non gouvernementales (ONG), surtout les ONG internationales, ont joué un grand rôle dans le maintien de la SSR au sein des communautés en dispensant des services de SSR essentiels. Les jeunes activistes ont aussi remarqué que les organisations de la société civile (OSC) locales constituaient un élément essentiel de la défense de la SDSR et de la responsabilisation des gouvernements, grâce à leur connaissance approfondie des réalités et des besoins locaux.

### 4. Les filles et les femmes marginalisées ont été les plus touchées par la pandémie et par les interventions politiques

Les droits des filles et des femmes ont été restreints pendant la pandémie, ce qui a limité leur pouvoir de prise de décision au sein du foyer et a entravé leur capacité à réaliser leur SDSR. Les adolescentes mariées et les femmes vivant avec un handicap ont été confrontées à davantage de violence, de discrimination et d'obstacles dans l'accès aux services, informations et produits de SDSR. De nombreux jeunes activistes ont souligné comment, pendant (et même avant) la pandémie, la stigmatisation et la discrimination entourant l'accès aux services et aux informations en matière de SSR ont empêché des adolescents et des jeunes de solliciter les services et les informations dont ils avaient besoin.

### 5. Tandis que la violence basée sur le genre augmentait, les restrictions liées à la pandémie ont fortement limité les services de lutte contre ce type de violence

Malgré sa forte prévalence au niveau mondial, la violence basée sur le genre a été l'une des conséquences les plus négligées de la pandémie. L'étude fait ressortir un effet inversé dangereux observé pendant la pandémie: alors que l'incidence mondiale de la violence basée sur genre augmentait, les services de prévention et de soutien liés à cette violence diminuaient. Les jeunes activistes ont souligné que la violence basée sur le genre a augmenté pendant la pandémie, mettant en danger les adolescents et les jeunes, notamment les jeunes filles et les femmes, du fait de leur incapacité à accéder aux services de protection essentiels et aux réseaux sociaux. Ils ont également précisé que les normes sociales néfastes et les inégalités entre les sexes préexistantes, la pression économique et sociale découlant de la pandémie de COVID-19, ainsi que les contraintes de déplacement et les mesures d'isolement social ont entraîné une augmentation de la violence basée sur le genre.

### 6. La COVID-19 a eu un impact négatif sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles et des femmes

La pandémie a eu un impact négatif sur les possibilités d'accès des personnes aux services, aux informations et aux produits de SDSR. En raison d'autres obstacles liés à l'accès aux services, aux informations et aux produits de SDSR, le nombre de décès maternels et de grossesses non désirées a augmenté. De nombreux jeunes activistes ont signalé une augmentation des grossesses imprévues dans leur communauté pendant la pandémie en raison des difficultés d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et d'achat de contraceptifs.

### 7. Le recours aux technologies numériques pour accéder aux services et aux informations en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, a augmenté pendant la pandémie mais a laissé de nombreux exclus en raison de la fracture numérique

Pendant la pandémie, les ONG internationales et locales ont tiré parti des technologies numériques pour faciliter l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. De nombreux adolescents et jeunes ont accédé à des sources en ligne pour obtenir des informations et des services de SSR en raison des restrictions de déplacement, des fermetures d'écoles et d'universités, et par crainte de contracter la COVID-19. Les technologies numériques ont permis de diffuser efficacement des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, mais elles n'ont pas permis d'atteindre les personnes n'ayant pas accès aux technologies numériques, qui sont souvent déjà victimes de discrimination et de marginalisation. Les jeunes activistes ont également révélé que les organisations et les modèles basés sur la technologie numérique étaient efficaces pour diffuser des informations sur la santé sexuelle et reproductive, mais qu'ils étaient souvent inaccessibles pour les communautés difficiles à atteindre et à faible revenu.



## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La détérioration de la SDR a été autant une cause qu'une conséquence de l'accroissement des inégalités entre les SDR. Cette étude analyse les preuves mondiales de l'impact de la COVID-19 sur la santé et les droits sexuels et reproductifs et met en lumière les expériences et les perspectives des jeunes. Les preuves mettent en évidence des impacts multiples, variés, mais liés entre eux au niveau structurel, communautaire et individuel.

La COVID-19 menace d'annuler les progrès importants réalisés en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, tout en aggravant les disparités existantes. Il est essentiel que les acteurs, notamment les gouvernements, les donateurs, le secteur privé et les OSC, reconnaissent l'impact disproportionné de la pandémie sur les filles et les femmes quel que soit leurs identités croisées. Dans

le cadre de ce processus, il est important de veiller à ce que les adolescents et les jeunes jouent un rôle significatif dans l'élaboration des programmes, des politiques et des initiatives de recherche. Leur participation est essentielle pour garantir la pertinence et la durabilité des programmes et des politiques en matière de SDR.

L'étude présente six recommandations politiques, co-créées par les jeunes défenseur-e-s, à l'intention des acteurs responsables du renforcement et du respect de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans les situations d'urgence ou non, y compris dans le cadre de la réponse et du relèvement face à la pandémie. Les recommandations ci-dessous sont destinées à diverses parties prenantes, telles que les gouvernements, les OSC et le secteur privé.

## RECOMMANDATIONS RAPIDES EN MATIÈRE DE POLITIQUES

1.

Faites en sorte que la SDR fassent partie intégrante de la couverture sanitaire universelle et de systèmes de santé résilients.

2.

Garantissez une allocation budgétaire suffisante et entièrement sécurisée au profit de la SDR, ainsi que le déblocage des fonds, de façon à favoriser la pleine réalisation de ces droits. Un mécanisme clé pour cela est la défense du budget par la société civile et les jeunes.

3.

Augmentez et maintenez un soutien politique et financier fort pour les partenaires de la société civile qui s'engagent dans la prestation de services et la défense de la SDR.

4.

Garantissez le financement et la prestation de services de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre pour les filles et les femmes, dans toutes leurs identités croisées, qui sont complets, intégrés et axés sur les survivantes.

5.

Maintenez des services de SDR adaptés aux adolescents et aux jeunes, surtout dans des situations d'urgence, afin d'assurer un accès continu à ceux qui sont confrontés à de multiples obstacles.

6.

Le recours aux technologies numériques pour diffuser et dispenser des informations, des services et des produits liés à la SDR doit être associé à des initiatives visant à remédier à la fracture numérique entre les genres.

